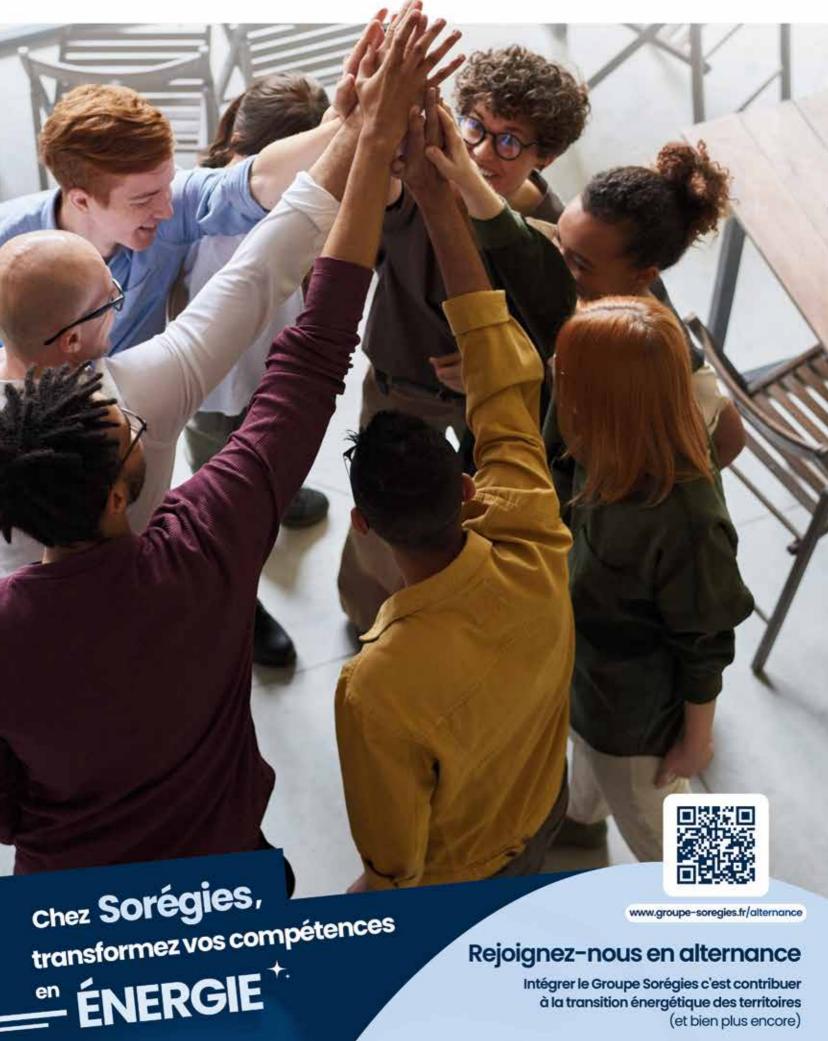




Recherche salariés désespérément



(et bien plus encore)





ĆDITO ÉDITO

Statu quo

Nous l'avons évoqué l'an dernier dans notre premier numéro horssérie dédié au à l'emploi. Alors que le chômage était au plus bas depuis des mois, les employeurs se heurtaient à d'incroyables difficultés de recrutement. Dans l'hôtellerie-restauration, la santé, l'industrie, l'agriculture, les services à la personne, l'animation ou l'éducation, des milliers d'offres n'étaient pas pourvues...

Un an plus tard, qu'en est-il ? Même si le taux de chômage amorce une remontée qui devrait se poursuivre cette année, les tensions sur le marché de l'emploi sont toujours palpables. Et ce qui est valable pour le salariat l'est aussi pour les jobs saisonniers. Même si à l'approche de la saison estivale les campagnes de recrutement vont bon train, certains gros pourvoyeurs d'emplois, comme l'agriculture, sont déjà à la peine. Dans ce contexte, le recours à une main-d'œuvre étrangère ou le développement de l'emploi des seniors sont-ils des solutions ? Ce sont quelques-uns des sujets que nous abordons dans ce nouveau numéro hors-série. Mais on y parle aussi de job dating, de coworking, de travail temporaire, de recrutement via les réseaux sociaux, de télétravail ou encore d'emploi et handicap... Bonne lecture.

La rédaction



Les candidats manquent à la pelle

Dans la Vienne, les difficultés de recrutement sont toujours prégnantes.

Alors que le taux de chômage dans la Vienne reste relativement faible (6,1%), le niveau de recrutement fait grise mine. Une catégorie se démarque néanmoins, celle des cadres, en pleine vitalité.

Charlotte Cresson

problème est récurrent L: les entreprises peinent à recruter. Pourtant, la Vienne fait partie des bons élèves en matière d'emploi. Le taux de chômage a reculé de 0,5 point au 3e trimestre 2023, avant d'augmenter légèrement (+ 0,2) pour s'établir à 6,1% contre 7,2% au niveau national. Un taux relativement faible qui s'ajoute à une baisse du nombre de demandeurs d'emploi amorcée en 2019. « Le département enregistrait 29 840 demandeurs d'emploi dans le dernier trimestre 2023 », souligne Célia Rodrigues-Minau, directrice territoriale de France Travail Vienne-Deux-Sèvres.

Mais avec ses 73% d'emplois en CDI, le département peine à séduire les inscrits à l'ex-Pôle emploi davantage attirés par les contrats courts. En effet, 88% des recrutements depuis janvier 2022 concernent des CDD de 6 mois et moins.

Autre difficulté : celle des métiers en tension. Dans le top 5 se trouvent les ingénieurs et techniciens en informatique, les techniciens et chargés d'études du bâtiment et des travaux publics, les cadres administratifs, comptables et financiers, les infirmiers et les télévendeurs. «Il y a un problème d'attractivité de ces métiers. Certains candidats ne se présentent même pas aux entretiens. »

A cela s'ajoutent des fragilités de la population active. « Des facteurs comme la mobilité, le logement, le numérique ou la garde d'enfant sont un frein à la reprise d'un emploi. » La Vienne compte plus de 12 000 bénéficiaires du RSA, 10,4% de familles monoparentales et 11% des demandeurs d'emploi résidant dans un quartier prioritaire de la ville (QPV). De plus, les faibles niveaux de formation (CAP et Bac) y sont surreprésentés par rapport au niveau régional.

Du côté de l'emploi saisonnier, on manque encore aussi de bras. C'est le cas notamment dans l'agriculture et la restauration. A quelques mois de l'été, près de 165 futurs employés ont été préselectionnés lors de jobs dating organisés par la Ville et Grand Poitiers.

Les cadres ont le vent en poupe

Dans ce contexte, l'emploi des cadres, lui, poursuit sur sa lancée. Après une année 2023 record, 3 240 recrutements sont prévus dans l'ex-Poitou-Charentes en 2024. Une légère baisse (-1%) à relativiser puisque le niveau de recrutement reste élevé.

La Vienne compte actuellement 14 510 cadres, dont plus de la moitié travaillent dans des TPE-PME. « L'emploi cadre est en progression dans les secteurs industriel, de la santé, du social, de la culture et des services techniques », observe l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), qui note malgré tout la souffrance de certains secteurs tels que la construction, le commerce et les services.

A noter qu'un premier Comité départemental de l'emploi, co-présidé par le préfet de la Vienne et le président du Département, s'est réuni le mois dernier à Poitiers dans l'optique de travailler sur l'amélioration de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA mais aussi sur les tensions de recrutement.



Éditeur : Net & Presse-i - Siège social : 10, boulevard Pierre-et-Marie-Curie - Bâtiment Optima 2 - BP 30214 - 86963 Futuroscope - Chasseneuil - Rédaction : Tél. 05 49 49 47 31 Fax : 05 49 49 83 95 swww.le7.info - redaction@le7.info - Tél. 05 49 49 83 97 - Directeur de la publication : Laurent Brunet - Directeur commercial : Florent Pagé Rédacteur en chef : Arnault Varanne - Graphisme : Jean-Michel Inard - Image de Une : AdobeStock - Impression : Siep (Bois-le-Roi) N° ISSN : 2823-7137 - Dépôt légal à parution Tous droits de reproduction textes et photos réservés pour tous pays sous quelque procédé que ce soit. Ne pas jeter sur la voie publique.





EDITION

100 cartes en Nouvelle-Aquitaine Sous la direction scientifique

d'Olivier Bouba-Olga, les éditions Atlantique viennent de publier l'ouvrage La Nouvelle-Aquitaine en 100 cartes. En 196 pages, l'ancien professeur d'économie de l'université de Poitiers compile les travaux de la Direction de l'intelligence territoriale et de la prospective du pôle Datar de la Région, l'entité administrative. Où sont les jeunes ? Où sont les vieux ? Où sont les riches ? Où sont les pauvres ? Où travaillent-ils et comment s'y rendent-ils ?... A toutes ces questions et à bien d'autres, l'ouvrage répond de manière didactique, avec en introduction une plongée dans le XIXe siècle, où le nombre d'habitants n'était évidemment pas le même qu'aujourd'hui. A la page 106 on apprend par exemple sans grande surprise que 82,3% des actifs néo-aquitains se rendent à leur travail en voiture, camion ou deux-roues motorisé contre 72% des Français. Seules les grandes villes (Bordeaux, Poitiers, La Rochelle) réussissent à convertir les travailleurs au vélo. L'intérêt du livre est précisément de toujours replacer la Nouvelle-Aquitaine en perspective de la France. Vous découvrirez par exemple où s'installent les gens qui ont quitté Poitiers : Bordeaux et Paris tiennent lieu de destinations favorites, mais l'exode des anciens Poitevins concerne aussi La Rochelle, Nantes ou encore Orléans



La Nouvelle-Aquitaine en 100 cartes, par Olivier Bouba-Olga - éditions Atlantique - 196 pages - 24€.



Ville et agglomération de Poitiers, Mission locale, France Travail, entreprises... Les acteurs du territoire misent de plus en plus sur des rendez-vous ciblés entre recruteurs et demandeurs d'emploi. Et ça marche!

Arnault Varanne

Terminé les grand-messes dans des halles immenses. Les forums emploi généralistes, avec beaucoup d'appelés mais peu d'élus à l'arrivée, ont laissé place à des événements au format plus restreint mais à l'efficacité démontrée : les job datings. A l'image du rendez-vous du 28 mars 2024, au centre socioculturel des Trois-Cités. D'un côté 120 bénéficiaires du Contrat d'engagement jeune (CEJ), de l'autre des entreprises telles que la Maif, Castorama, Auchan, le réseau des ADMR... Entre les deux, des échanges fructueux. « Ce type de rencontres, c'est du concret car les besoins sont là », estime Séverine Pommier. La responsable du pôle de prévention santé et du CEJ à la Mission locale et d'insertion du Poitou émet cependant une réserve : « Il faut que les rendez-vous soient préparés en amont car passer un entretien n'est pas évident. » Même tonalité à France Travail, qui suit entre 500 et 600 jeunes dans le cadre du CEJ. « Les vingt heures d'activités par semaine permettent de mûrir le projet professionnel, travailler sur le CV, la lettre de motivation, la confiance en soi... », énumère Mélanie David, conseillère emploi dédiée aux entreprises.

« Valoriser les gens qui n'ont pas les codes »

A Poitiers et Grand Poitiers, les « candidatures spontanées un peu confidentielles » pour des jobs d'été ont vécu. « C'étaient souvent des enfants d'agents qui connaissaient nos métiers », reconnaît Anaïs Julan, cheffe du service développement des ressources et des carrières.

Depuis 2023, les recrutements saisonniers ne se font plus que sur le terrain via des job datings. « Nous sommes dans une démarche d'aller vers des publics qui ressemblent à la société, admet Stéphane Allouch, 2e adjoint au Personnel et au Dialogue de la Ville de Poitiers. Il s'agit aussi de valoriser les gens qui n'ont pas les codes mais de la motivation et de l'enthousiasme. » En pratique, trois rendez-vous ont été proposés aux Couronneries (13 mars), à Poitiers-Sud (15 mars) et à Beaulieu (20 mars). Quelque 200 offres (animateur, maîtrenageur, jardinier, soigneur...) étaient proposées pour les deux collectivités et le Centre communal d'action sociale. 522 personnes se sont présentées spontanément pour postuler. C'est mieux qu'en 2023 où 474 candidats avaient candidaté, 131 se voyant proposer un job. Cette année, 115 personnes (hors CCAS) ont été présélectionnées. La détection de talents pour de futurs emplois pérennes s'opère aussi pendant ces jobs

dating, sachant que « les collectivités ont du mal à recruter sur certains métiers », rappelle l'élu.

De l'entretien à l'immersion

Les entreprises du secteur privé ont, elles aussi, compris l'intérêt de ces face-à-face furtifs et ciblés. Le Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou le 13 février, l'école supérieure de la banque le 4 avril, Transdev le 6 avril... A chaque événement son lot de postes dans des secteurs d'activité très variés. Et parfois de l'immersion, comme chez Transdev, à Châtellerault, où un simulateur de conduite était mis à disposition. Avec quels résultats? « Trente-cing personnes sont venues, intéressées pour en savoir plus sur le métier et l'entreprise. Dix-sept vont approfondir par un stage de découverte de quelques jours, une immersion, en vue d'entrer en formation par la suite, et treize venaient là pour affiner un projet à moyen ou long terme. En résumé, ce fut une belle réussite avec beaucoup d'échanges!»



SRD recrute

des techniciens, des ingénieurs...





de BAC à BAC+5

Monteurs de réseaux, BTS électrotechnique, maintenance industrielle, BUT Génie civil, GEII, Licence énergie, Diplômes d'ingénieur...







Gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité



Educateurs, animateurs, entraîneurs, joueurs...
Le sport amateur génère de nombreux emplois dans des associations, collectivités, entreprises et autres structures publiques. Le secteur est très dynamique mais loin de la parité.

Arnault Varanne

Selon une étude récente de l'Insee, en 2020, la Nouvelle-Aquitaine comptait 28 350 emplois liés au sport, soit à peine 10% du total de l'emploi. Clubs, associations et collectivités sont les trois principaux employeurs de profils tels que moniteurs, éducateurs, entraîneurs, gestionnaires d'équipements sportifs... Dans la Vienne, le Comité départemental olympique et sportif

(CDOS) gère les fiches de paie pour quelque 330 salariés employés par des clubs. « Nous les aidons à structurer leur approche, précise Sébastien Chauvet, directeur. Et autant avant, il existait une certaine précarité, autant aujourd'hui les clubs cherchent la pérennité avec leurs salariés. Ce qui oblige à aller chercher des activités, des financements... »

La bataille de la parité

En bon connaisseur du dossier, le directeur du CDOS note « des cultures différentes en fonction des sports ». « Par exemple, le judo est un employeur de longue date qui a compris l'intérêt de la mutualisation des compétences. » L'attractivité du sport ne se dément pas, en tout cas, même si « certains jeunes salariés se rendent compte que leur activité est difficilement compatible avec une vie de famille »,

avec des horaires décalés, du travail le week-end... Reste à gagner la bataille de la parité. D'après l'Insee, les femmes ne représentent encore que 39% des effectifs. Seuls les métiers de l'enseignement des disciplines sportives sont à parité. « La formation activité physique pour tous attire autant de garçons que de jeunes filles. En revanche, le Diplôme d'Etat de cyclisme reste très masculin », note Manuel Mandine, responsable du département de la formation professionnelle au Creps de Poitiers.

Pas de désaffection

Le Creps est l'un des gros pourvoyeurs d'emplois sportifs dans le département. La structure propose des formations diplômantes de types Brevet professionnel -dont le fameux BPJEPS Activités physiques pour tous, Brevet d'Etat et Diplôme d'Etat. « Il n'y a pas de désaffection, d'autant que le sport doit prendre de plus en plus de place et nous avons des missions ministérielles à remplir, ajoute Manuel Mandine. Au passage, on s'attache beaucoup à mettre nos stagiaires en situation d'animation face à des publics

relevant d'un handicap. » Pas de désaffection donc, malgré des rémunérations plafonnées, et même quelques tensions sur la formation de maîtres-nageurs sauveteurs, par exemple. Rien que le Futuroscope va en embaucher une cinquantaine cet été avec l'ouverture de son Aquascope.

Des groupements d'employeurs en appui

Un nouveau groupement d'employeurs (GE) baptisé Emploi Sport Vienne a vu le jour il y a un an et demi. Cette structure de gestion vient en appui de cinq autres GE « historiques » : Sport Vienne, Sport Animation Santé, le GE Emploi Judo 86, le GE Tennis et Gym Emploi Poitou-Charentes. « L'objectif de départ était de mutualisser les ressources, rappelle Damien Bettinelli, directeur d'Emploi Sport Vienne. A ce jour, nous avons 54 contrats, autant de salariés que nous mettons à disposition de nos adhérents, clubs et comités. » Tous les types de contrats sont proposés, notamment de l'apprentissage « qui se développe beaucoup dans le secteur ». Damien Bettinelli s'attend à une recrudescence de licenciés après les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Plus d'infos sur emploisportvienne.fr.



DÉVELOPPEMENT

100 000 créations d'emplois d'ici 2027 ?

Un Grenelle de l'emploi et des métiers du sport s'est réuni en juin 2023, à l'initiative du gouvernement et des partenaires sociaux du monde sportif. L'ambition commune consiste à créer 100 000 nouveaux emplois dans le secteur d'ici 2027. Depuis un an, les acteurs travaillent à atteindre cet objectif autour de cinq axes. Le premier consiste à améliorer la lisibilité de l'offre et des parcours de formation vers les métiers, avec la création d'un

référentiel commun des métiers, des compétences et des qualifications. Deuxième axe : le lancement d'une plateforme des métiers du sport qui répertoriera à destination des employeurs, des professionnels ou des futurs candidats, l'ensemble des métiers, formations et certifications ainsi que tous les dispositifs de soutien à l'emploi sportif. Le développement de la qualité de l'emploi sportif et l'attractivité des métiers du sport est également à l'ordre du jour. L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep) doit mettre au point un baromètre des emplois dans le sport. Enfin, l'ultime dessein consiste à assurer une meilleure reconnaissance des compétences des salariés, notamment via la valorisation des acquis de l'expérience. A signaler que l'Observatoire national du sport a été installé le 13 mars 2024 par la ministre Amélie Oudéa-Castéra.





Offres d'emplois en Alternance

talis .community

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ COMMUNITY = COMMUNAUTÉ



commerce ternance

TALIS POITIERS



Management du Sport **BACHELOR**



@talisbs_poitiers Let's Date! = rencontrons-nous!

13 ALLÉES DES ANCIENNES SERRES SAINT-BENOÎT INFOS/RDV/INSCRIPTIONS → talis.community



MÉDECINE

Vers une régularisation des Padhue



En janvier dernier, Emmanuel Macron a annoncé vouloir régulariser les Padhue (praticiens à diplôme hors Union européenne). Une mesure visant, notamment, à lutter contre les déserts médicaux. A ce jour, ces médecins étrangers peuvent espérer une « autorisation de plein exercice » après une longue procédure comprenant l'examen sélectif des épreuves de vérification des connaissances (EVC), un parcours de consolidation de deux ans puis l'examen de leur dossier. En cas d'échec à l'EVC. les contrats de beaucoup de Padhue se terminent, ce qui compromet leur droit à un titre de séjour. Une situation précaire contre laquelle luttent ces nombreux praticiens, « qui tiennent parfois à bout de bras nos services de soins », selon le Président. Affaire à suivre donc...

SOLIDARITÉ

Une caravane du plein emploi dans la Vienne



Pour sa première édition, le Tour de France du plein emploi solidaire a commencé à sillonner les routes de l'Hexagone pour aller à la rencontre de ceux qui subissent le chômage de longue durée et à œuvrer pour l'action « Territoire zéro chômeur ». La caravane a fait étape la semaine dernière à Naintré, le temps d'échanger avec les acteurs de l'association Tope 5 (Territoire objectif plein emploi des cinq du Châtelleraudais) mais également à Poitiers ce lundi. Elle poursuit son périple à travers 42 autres étapes pour terminer sa grande boucle à Paris le 28 juin prochain.



Face à la pénurie de main-d'œuvre qui persiste dans certains secteurs, des employeurs font appel à des travailleurs étrangers. La Vienne ne fait pas exception mais tous les métiers en tension ne sont pas concernés.

Charlotte Cresson

e bâtiment, la santé, l'hôtellerie-restauration ou encore l'agriculture, tous ces secteurs ont un point commun : un manque criant de main-d'œuvre. Alors, depuis une dizaine d'années, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à recruter des salariés étrangers.

Dans la Vienne, où le bâtiment

est en forte tension, certains métiers, comme la maconnerie, la peinture, le carrelage ou l'électricité, manquent cruellement de bras. « Dans notre département, au 1er janvier, les travailleurs étrangers représentent 554 salariés sur un total de 6 294. Sur ce nombre, 490 sont ouvriers, 49 employés, techniciens et agents de maîtrise (Etam) et 15 cadres », indique Carine Courtaudière, secrétaire générale de la Fédération française du bâtiment de la Vienne.

Dans le top 3 des nationalités représentées se trouvent les Portugais, les Guinéens et les Marocains. « Certains viennent par le biais d'associations, ce sont généralement des personnes très motivées », ajoute Carine Courtaudière. Mais atten-

tion, recruter un salarié étranger comporte des règles. « La condition indispensable pour pouvoir travailler est de détenir un titre de séjour valide. Nous vérifions donc auprès de la préfecture si tout est en règle. »

Des méthodes différentes dans l'hôtellerie

« La majorité des titres de séjour autorisent à travailler. Toutefois, il faut distinguer ceux qui permettent le travail sans demande d'autorisation supplémentaire de ceux qui nécessitent d'obtenir une autorisation de travail : les titres de séjour « travailleur temporaire », « salarié », « saisonnier » par exemple », précisent de leur côté les services de la préfecture de la Vienne.

Le secteur de la santé n'est pas épargné non plus dans le département où les médecins diplômés à l'étranger sont essentiels pour répondre au manque de main-d'œuvre et à la demande des déserts médicaux.

Quant aux métiers de l'hôtellerie-restauration, ils se heurtent aux mêmes problématiques de recrutement. Mais pour Mickaël Couturier, représentant des hôteliers au sein de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de la Vienne, le recours aux travailleurs étrangers n'est pas encore une solution très répandue. « C'est plus courant dans les grandes métropoles. Ici, il y a beaucoup moins d'étrangers. » Dans la Vienne, le secteur préfère se tourner vers d'autres publics pour répondre à ses besoins, comme les jeunes, les personnes en situation de handicap ou les seniors.







RECRUTE **COMMERCIAUX TERRAIN**

Tél. 05 49 59 30 81 - mfr.gencay@mfr.asso.fr

HOMME/FEMME

Nous recrutons pour nos agences de la Vienne et des Deux-sèvres

Dynamique & motivé par de nouveaux challenges, avec ou sans expérience

Envoyez votre CV et lettre de motivation à

job@ecbfrance.com

Formation technique & commerciale 5 jours



Agence Niort (79) - Siège Social 46 rue geneteau - 79180 CHAURAY

Agence Poitiers (86) 148 av. des hauts de la chaume - 86280 SAINT-BENOIT



Les réseaux sociaux sont devenus essentiels dans les processus de recrutement, pour établir un premier contact ou le maintenir, dans le cadre d'un besoin exprimé voire en amont.

Claire Brugier

eur place ne cesse de croître dans le processus de recrutement. En 2013, selon une étude de l'Insee sur l'usage des médias sociaux pour le marché de l'emploi, 8% des sociétés de dix personnes ou plus les utilisaient dans leur processus de recrutement et 30% des deman-

deurs d'emploi les mobilisaient pour leurs recherches. Dix ans plus tard, 64% des recruteurs font appel au minimum à deux réseaux, LinkedIn en tête (94%), suivi par Facebook (66%), Twitter (52%) et quelques autres comme Indeed, Welcome to the Jungle... De l'autre côté de l'écran, les demandeurs d'emploi ne sont pas en reste : 82% utilisent un réseau social pour trouver un emploi. Mais pas nécessairement de manière proactive... « Les candidats sont de plus en plus passifs. Aujourd'hui c'est aux recruteurs d'aller les chercher », constate Karine Billaud. Encore faut-il y mettre la forme et les bons arguments car « les candidats sont sur-contactés », poursuit la gérante de Kaphisto RH, à Poitiers. Ils n'ont pas envie de recevoir un énième mail avec le même contenu. » La quatrième édition de Social Selling Forum, qui se tiendra cette année à l'ISME de Chasseneuil-du-Poitou le 14 juin, devrait permettre aux recruteurs -et à toutes les personnes intéressées- de trouver des réponses sur la façon de bien exploiter ses réseaux, construire son profil, choisir ses contenus, développer sa marque employeur... « On peut recruter en modèle court -on dépose une offre et on contacte directement les personnes- ou on peut choisir le modèle long, qui repose sur une bonne représentation de l'entreprise à travers des informations sur les métiers qui la composent, son actualité, les enjeux, sa marque employeur..., détaille Karine Billaud. Mais quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que les réseaux sociaux sont avant tout des réseaux de personnes, que derrière l'outil il y a une page de profil personnelle. »

Synergie

Même dématérialisés, les réseaux doivent être incarnés. Jean-Christian Rivet, le dirigeant de Jouez-Collectif, à Chasseneuil, parle d'une « synergie nécessaire entre les réseaux professionnels numériques et physiques ». Les deux font la paire. « Dans un réseau professionnel physique, si vous allez à un événement, la première fois on vous découvre, la deuxième on vous connaît, la troisième on vous reconnaît et vous faites alors partie de l'écosystème. Puis le numérique permet de garder le contact. De même, il est difficile de créer de vraies relations uniquement via un réseau numérique. » Les réseaux ont également pour eux de permettre une interaction « en amont », avant même que l'entreprise ait finaliser son besoin. Simplement, « il faut faire en sorte d'être la première personne qui vient à l'esprit d'un recruteur quand il pense à votre métier. » Comment ? « C'est la qualité des relations qui fait la différence. »



Disciples Escoffier: faire rayonner la gastronomie

Chaque année, l'association des Disciples Escoffier International intronise de nouveaux membres chargés de faire rayonner la gastronomie française dans le monde entier. Selon qu'ils soient cuisiniers, pâtissiers, commerciaux, journalistes, partenaires institutionnels, sommeliers ou encore maîtres d'hôtel, leur écharpe est rouge, bleue ou lie-de-vin, mais leur mission est identique, fidèle aux principes qui ont présidé à la création de l'association en 1954 par Jean Ducroux, ancien élève d'Auguste Escoffier. Le contexte actuel, de tensions constantes dans le secteur de l'hôtellerie-

restauration, ne fait qu'accentuer la pertinence de la démarche. « Le monde de la gastronomie est en difficulté de recrutement. Il est important de défendre ces métiers auprès des jeunes ! », assène le Poitevin Gilles Villayès. Le gérant de Vikensi communication s'est vu remettre l'écharpe bleue lors du dernier chapitre du conseil national des Disciples Escoffier International, réuni le 12 avril au restaurant La Belle Etoile, à Niort. Comme lui, plus de 30 000 membres ont été intronisés depuis 1964, date du premier chapitre. Gilles Villayès a à son actif vingt-cing ans d'événementiel au service des métiers de



bouche, de la promotion des produits régionaux auprès de grands chefs lors du Salon de l'agriculture de Paris à l'organisation de concours nationaux (meilleure baguette, meilleur pain au chocolat, meilleure galette...) et des Rabelais des jeunes talents de la gastronomie, en passant par les épreuves des Meilleurs apprentis de France (MAF). Parrainé par le chef cuisinier Pascal Pressac et le chef sommelier Patrice Devaine, il a également côtoyé d'autres grands noms de la cuisine française tels que Joël Robuchon et Paul Bocuse, ou aujourd'hui Pierre Gagnaire, Guillaume Gomez, Marc Meneau... « J'ai toujours aimé la gastronomie française et les métiers de bouche en général, confie-t-il. J'ai développé une clientèle dans ce secteur parce que j'en avais l'envie! »

Présente dans 27 pays, l'association des Disciples Escoffier International est actuellement présidée par Nicolas Sale, le chef des deux restaurants gastronomiques de l'hôtel Ritz, à Paris.

Femploi





Diplôme ÉNERGÉTIQUE et ENVIRONNEMENT et ses 4 parcours

PARCOURS EAT

Éclairage Acoustique Thermique

PARCOURS EI

Énergétique Industrielle

PARCOURS H2

Hydrogène

PARCOURS MEE

Maîtrise de l'Énergie Électrique

Diplôme GÉNIE DE L'EAU et GÉNIE CIVIL et ses 3 parcours

PARCOURS TEN

Traitement des Eaux et des Nuisances

PARCOURS GMC

Géotechnique et Matériaux de Construction

PARCOURS GTS

Géotechnique et Travaux Souterrains



École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Poitiers spécialisée en Environnement, Construction, Énergie et Ingénierie du Développement Durable 1 rue Marcel Doré - Bât. B1 - TSA 41105 - 86073 Poitiers Cedex 9 - 05 49 45 37 19 - ensip.univ-poitiers.fr

Réservez dès à présent votre annonce publicitaire dans l'édition 2024 de notre numéro estival! 2 mois de visibilité **Diffusion Nouvelle-Aquitaine** regie@le7.info juillet-août 2024

HANDICAP

Des chiffres qui parlent

11. La Vienne compte au total 11 Esat à Adriers, Lizant, Poitiers, Saint-Benoît, Loudun, Neuville, Saint-Julien-l'Ars, Vivonne et donc Châtellerault, qui emploient au total 907 personnes, toutes ayant eu une reconnaissance de leur qualité de travailleur handicapé par la MDPH. A signaler que 89 personnes sont sur liste d'attente pour intégrer un Esat.



2 652. Comme le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires, en 2022 dans la Vienne, de l'obligation d'emploi (OETH), susceptibles d'être recrutés par des employeurs privés ou publics.

22. Soit le nombre d'événements qui se sont déroulés dans le département en novembre 2023 lors de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées. Il s'agit notamment du DuoDay, une opération qui vise à favoriser l'immersion d'un travailleur handicapé dans une entreprise, en binôme avec un autre salarié.

6. La Vienne compte 6 entreprises adaptées (230 salariés), autrement dit qui emploient au minimum 55% de travailleurs handicapés et constituent une passerelle avec le « milieu ordinaire ». Elles emploient 230 salariés et proposent différents types de contrats, en particulier le CDD tremplin de 4 à 24 mois ou encore la mise à disposition de travailleurs pendant 12 24 mois. On citera Deastances Services (Chasseneuil, notre photo), Delta 86 (Saint-Pierred'Exideuil), Sistra 86 (Châtellerault), STS (Fontaine-le-Comte), STI (Loudun), AVO Carbon (Loudun)





Dans la Vienne, les Etablissements de services et d'aide par le travail (Esat) sont devenus des entreprises de soustraitance à part entière, dont certains salariés intègrent ensuite d'autres structures en « milieu ordinaire ». Il reste cependant des marges de manœuvre.

Arnault Varanne

Une blanchisserie, un atelier de conditionnement, un autre d'électromécanique industrielle, une menuiserie, un service espaces verts... Depuis ses locaux de la rue Denis-Papin, à Châtellerault, l'Esat René-Jaud regorge de savoir-faire indéniables. L'établissement de l'APAJH Vienne emploie sur ce seul site 120 salariés. « 60% d'hommes et 40% de femmes », précise Véronique Hallier, directrice des Esat^(*). Mi-mars, à l'initiative du député Nicolas Turquois, l'association a ouvert ses portes à 45 chefs d'entreprise du Châtelleraudais (7 000 salariés), dont de gros donneurs d'ordre tels qu'Aigle, Arco, Safran, Emil Frey... Car si certains groupes travaillent déjà avec l'Esat voisin -Safran pour du conditionnement, la Macc pour le montage de brouettes...-, beaucoup n'imaginaient pas l'ampleur des prestations qu'offre l'établissement.

« Fermés à aucun marché »

A chaque activité, son ou sa chef d'atelier pour accompagner les travailleurs en situation de handicap et vérifier la conformité des produits livrés aux clients. Certaines tâches nécessitent en effet de la précision, comme ces soudures à l'étain ou l'assemblage de rallonges. « Tous les ateliers mettent en place un contrôle qualité à chaque étape », ajoute Valérie Hallier. Au sein de la blanchisserie, les 27 agents gèrent l'équivalent de 5 tonnes

de linge par semaine en provenance d'Ehpad, de Maisons d'accueil spécialisées... Pas question d'égarer les chaussettes des résidents dans la « bataille » ! Là aussi, tout est vérifié grâce à un système de QR code.

L'Esat René-Jaud n'exclut pas d'élargir sa palette de métiers à l'avenir. « Nous ne sommes fermés à aucun marché », précise la directrice des Esat de l'APAJH, qui se réjouit aussi de pouvoir « placer » des salariés en milieu ordinaire, en particulier chez Hutchinson et Intech Medical. « Depuis un an, trois personnes font du contrôle qualité chez nous, elles sont très appréciées », assure Olivier Domise, responsable RH de cette entreprise spécialisée dans la fabrication d'implants médicaux et de matériel chirurgical.

Bien mais peut mieux faire

Reste qu'une hirondelle ne fait pas le printemps et que 9,2% des demandeurs d'emploi sont en situation de handicap, « un chiffre supérieur à la moyenne

régionale », commente Agnès Mottet. La directrice de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Vienne appelle à « lever les stéréotypes et s'adapter aux personnes pour leur permettre d'avoir une fluidité de parcours ». « En France, on travaille un peu sur des dispositifs, des cases. Il faut que tout le monde ouvre ses portes. L'obligation des 6% de personnes handicapées dans les entreprises (de plus de 20 salariés, ndlr) est atteignable de différentes manières : embaucher ou maintenir en emploi des salariés qui auraient une reconnaissance de handicap pendant qu'ils sont dans l'entreprise et travailler à un aménagement du poste, passer une convention avec une entreprise adaptée, sous-traiter... » Rappelons que l'obligation d'emploi atteint seulement 3,5% en France. Bref, le chemin vers l'inclusion est encore long.

(°)L'autre Esat de l'APAJH 86 se situe à Vivonne. Les deux réalisent un chiffre d'affaires annuel d'environ 3M€.



CONCEPTEUR - FABRICANT - POSEUR de tous produits de fermeture de la maison

FENÊTRES | PORTES | VOLETS | ALU ET PVC

- ENGAGÉ SUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIES
- MENUISERIES HAUT DE GAMME SUR MESURE TECHNAL ÉCORESPONSABLES







Font Grandir® 86280 - Saint Benoît

Qui.

Le cercle vertueux de la formation mentor-apprenti

Fondée en 1972, **FABRIX figure dans le top 10 des Aluminiers Agréés Technal :** un classement qui ne vient pas du hasard, mais de ses engagements sans cesse tournés vers la transmission de ses métiers, à l'attachement à son territoire et à son ancrage local en tant qu'entreprise écoresponsable. Ce fer de lance permet à chacun de ses 60 salariés d'exploiter son potentiel pour accéder à un emploi durable.

Entreprise inclusive, FABRIX réunit un public issu de tous horizons dont la formation aux innovations technologiques des gammes aluminium reste au cœur du projet de développement. La difficulté est liée à la transmission des savoir-faire de base et des fondamentaux métiers : il faut 6 à 7 ans pour qu'un compagnon devienne réellement autonome et performant. C'est dans ce cadre que FABRIX est particulièrement attentive à l'absence de turn-over au sein de ses équipes.

Ses dirigeants, Élisabeth et son fils Paul-André Guillaumond, ne cachent pas leur fierté d'entretenir un esprit familial, dans lequel l'humain reste une force de mobilisation basée sur l'exigence des métiers dédiés aux évolutions les plus adaptés du marché du particulier comme des professionnels ou encore du monde hospitalier. Centré sur chacune de ses missions, chaque employé se voit progresser pour améliorer au quotidien une réponse dédiée à la clientèle.

Il faut dire que FABRIX se sent très attachée à la réalisation du sur-mesure : une caractéristique qui ne cesse d'amplifier la renommée de l'entreprise toujours à la pointe de

créations originales et au top des solutions écologiques tant attendues sur les marchés du neuf et de la rénovation.

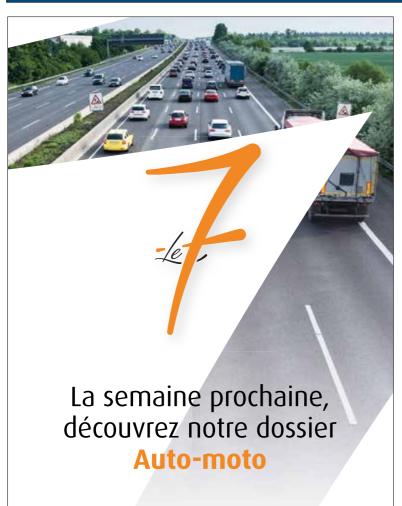
Ce cercle vertueux de la formation mentor-apprenti a fait naître de nombreuses références tant sur le plan local, national qu'international.

Cette démarche tient à la volonté de l'entreprise de défendre le développement local durable, en soutenant la création d'emplois ainsi que la formation et l'insertion professionnelle des jeunes.



La transmission des savoir-faire traditionnels se doit de répondre aux exigences novatrices. Forte de ces déterminations, c'est bien dans cette perspective que FABRIX contribue au rayonnement de son territoire, mais aussi à son attractivité économique et culturelle.

POITIERS - 9 rue Marcelin Berthelot - 05 49 41 38 76 - info86@fabrix.fr - www.fabrix.fr







Il n'appartient à aucune structure mais travaille potentiellement avec toutes. Depuis six ans, Grégory Moutier accompagne des personnes en situation de handicap le temps d'une balade ou d'un voyage. Un métier encore assez méconnu et qui ne rentre dans aucune « case ».

Arnault Varanne

e mardi matin, le rendez-Cvous est fixé sur le parking Saint-Nicolas, à Saint-Benoît. Grégory Moutier descend de son véhicule accompagné de Damien, hébergé au foyer de vie de La Varenne. Le jeune homme d'une trentaine d'années, sourdaveugle et diabétique, se balade une heure par semaine avec « son » accompagnateur à la vie sociale. Le professionnel, titu-laire d'un diplôme d'Aide-médico psychologique, vérifie sur le trajet le taux de glycémie de Damien, le rassure lorsqu'il est inquiet, échange avec lui grâce à la langue des signes tactile qu'il maîtrise... « Cette balade lui fait du bien », commente sobrement l'ancien militaire et cuisinier. Une fois de retour au parking, Grégory ramène son protégé à La Varenne. Et rebelote la semaine

« Confiance mutuelle »

Des anecdotes sur les personnes qu'il accompagne une heure, une semaine ou plus, l'indépendant pourrait en raconter pendant des heures. Il s'est lancé en février 2018 dans les services à la personne, en mode pionnier. Parfois, il s'agit de menus services. « J'ai par exemple été appelé une première fois par la tutelle d'une dame de 93 ans qui avait besoin de faire des photos d'identité pour le renouvellement de sa carte d'identité. Je l'ai ensuite conduite à un rendez-vous médical. Personne ou presque ne fait ça encore » Salarié de plusieurs instituts médico-sociaux de l'agglomération de Poitiers, il sait que les structures d'accueil n'ont pas forcément le personnel pour proposer des activités extérieures, sorties culturelles... Grâce à un contrat tripartite avec la famille de la personne handicapée et/ou âgée et son établissement de rattachement, « l'évasion » est rendue possible.

Du convoyage jusqu'en Guyane

Cet été, Grégory passera une semaine de vacances avec Da-

mien dans le Cantal et autant de temps sur l'île d'Oléron avec un autre résident. La confiance entre toutes les parties est donc une condition sine qua none. « Je convoie aussi des personnes vers Paris, Valence et jusqu'à la Guyane », ajoute Grégory. Qui évoque « un temps de répit nécessaire » pour les proches. « Ensemble, nous créons un espace où tous peuvent respirer, se ressourcer et apprécier les moments présents. » Signe

qu'il s'inscrit dans la durée, le prestataire aimerait investir dans un véhicule équipé d'une rampe pour faciliter l'accueil des personnes à mobilité réduite. « Et aussi de sièges pivotants ! », précise-t-il. Comme Grégory, ils seraient moins d'une dizaine à exercer à leur compte dans la Vienne (cf. Repères). « Hélas, ce n'est toujours pas un métier reconnu par le législateur, on est dans une case qui n'existe pas!», déplore-t-il.

« On répond à un vrai besoin »

Educatrice spécialisée de formation, Isabelle Blanchet a travaillé pendant près de vingt ans au foyer de vie de La Varenne, à Saint-Benoît, un établissement dépendant de l'Apsa. Elle exerce désormais en micro-entreprise comme accompagnatrice à la vie sociale, en parallèle d'une autre activité dédiée aux soins énergétiques. « On répond à un vrai besoin. Par exemple, les séjours pour les personnes atteintes de surdicécité n'existent pas. Je n'ai pas de disponibilité avant fin octobre ! », assure Isabelle Blanchet. Comme son collègue, elle aimerait qu'un cadre législatif plus clair soit à l'étude.



REPÈRES



Justine Galais s'est lancée

Aide-soignante depuis 2014 et titulaire d'une mention complémentaire d'aide à domicile, Justine Galais propose elle aussi depuis quelques mois ses services à des personnes âgées ou handicapées pour faciliter leur quotidien. J'ai travaillé pendant dix ans à Larnay-Sagesse (Biard), jusqu'en octobre dernier et j'offre désormais les mêmes services en libéral », indiquet-elle. Courses, rendez-vous médicaux, promenades, séances de cinéma, assistance administrative... L'éventail est très large. « J'interviens en soutien des familles, d'où la nécessité de nouer une relation saine. Les échanges doivent être fluides. Elle qui parle la langue des signes est installée à Coulombiers mais intervient « partout

où il y a des besoins ».

SERVICE À LA PERSONNE

Plus de prestataires... et de besoins

Le nombre de prestataires dans le secteur des services à la personne a explosé depuis 2013, en particulier les auto-entrepreneurs (+58% en huit ans). Sachant que la population des personnes âgées augmentera de 3 millions d'ici 2030 dans l'Hexagone, on imagine que cet

engouement ne devrait pas se tarir, surtout avec une demande croissante des personnes âgées de rester à domicile. Ainsi, selon un rapport de la Direction générale des entreprises de novembre 2023, la croissance des besoins en services à la personne engendrera 30 000 emplois supplémentaires d'ici 2030, uniquement pour l'accompagnement à domicile. Les besoins de recrutement sont estimés à 250 000 personnes.

DU 7 AU 11 MAI 2024



BUXEROLLES
PARC DES BIZAIS, BUXEROLLES (86)

ENTRÉE ET CONCERTS GRATUITS

ORGANISÉ PAR















CONIONCTURE

Les effectifs salariés en baisse

Après un léger rebond au second trimestre 2023, les effectifs salariés du secteur privé de Nouvelle-Aquitaine affichent une baisse (-0,1%) au 4e trimestre, un repli inédit depuis la crise sanitaire. Les chiffres publiés en avril par l'Urssaf confirment donc le ralentissement observé sur l'année, avec une hausse de 1% (contre 1,9% en 2022). La Région compte à ce jour près de 1,6 million de salariés, soit 107 100 postes créés depuis janvier 2019, dans le sillage de l'Aquitaine et du Poitou-Charentes, particulièrement dynamiques en la matière.

Selon les secteurs, l'évolution diffère : l'industrie progresse (+0,4%) tandis que la construction, le commerce et l'hébergement marquent le pas, ainsi que l'intérim, tout particulièrement dans la Vienne (lire ci-contre). Parallèlement, les effectifs salariés dans le département sont en légère hausse (+0,2%) mais avec toutefois des intentions d'embauche en diminution de 0,6%, notamment dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Sur un an, la baisse, qui concerne tous les secteurs d'activité et tous les types de contrats, s'établit même à -9%. La part des femmes parmi les salariés du secteur privé (hors régime agricole) se révèle légèrement plus importante en Nouvelle-Aquitaine (45,6%) qu'à l'échelle nationale (44,2%) mais les disparités salariales persistent : la rémunération brute moyenne des femmes est de 2 114€, soit 19,8% de moins que celle des hommes (2 637€ pour les hommes).

> Plus d'infos sur urssab.org, dans le dernier numéro de Stat'ur.

INITIATIVES

Des infos à gogo

La page Facebook de France Travail Vienne recense les initiatives permettant de faire se rencontrer candidats et employeurs. On peut par exemple y découvrir le job dating organisé le 2 mai, à 9h30, par et à l'agence France Travail Futuroscope autour des métiers du soin et de l'accompagnement, mais aussi le forum de l'emploi proposé par la Mission locale rurale Centre-Sud-Vienne le 23 mai, de 14 h à 17h, à la salle des fêtes de Vounant, à Vivonne, ou encore le lien vers le programme de la Semaine des métiers de la formation, du 14 au 17 mai...



randstad

Particulièrement sensible à la conjoncture économique, le travail temporaire marque le pas depuis la fin de l'année dernière. Entretien avec Karine Templeraud, vice-présidente de Prism'emploi Nouvelle-Aquitaine, l'organisation professionnelle patronale de la branche.

Claire Brugier

Comment se porte le travail temporaire en Nouvelle-Aquitaine ?

« Notre activité est très liée à l'activité économique. Quand elle faiblit , pour les entreprises

nous sommes la variable d'ajustement, donc les premiers touchés. On observe une baisse par rapport à l'an dernier, baisse qui s'est très accentuée sur les deux derniers mois de 2023, en particulier dans le BTP. Parallèlement, le secteur industriel tient, notamment sur la Vienne. Les autres secteurs sont plutôt en baisse. »

Quelle est la répartition dans la Vienne ?

« Le travail temporaire se retrouve pour 42% dans l'industrie, 17,8% dans le BTP, 7,7% dans le commerce, 8,2% dans les transports et 24,2% dans les services. Par catégorie, on retrouve 8,7% de cadres, 10,5% d'employés, 44% d'ouvriers qualifiés et 36,8% d'ouvriers non qualifiés. »

Avec un âge de départ à la retraite repoussé, les seniors trouvent-ils leur place dans le monde du travail temporaire?

« Il y a ceux qui sont à la retraite et viennent vers nous pour travailler un peu ; ils ne veulent pas forcément de temps plein. Et puis il y a les seniors qui ont été licenciés ou ont arrêté de travailler et qui recherchent une activité pour finir leur carrière. En tant qu'agence d'emploi, nous les proposons, à compétences égales. Je n'ai pas de statistiques mais les entreprises y sont de plus en plus ouvertes. »

Le CDI n'attirant plus autant, on pourrait imaginer que cela bénéficie au travail temporaire...

« Des personnes qui ne veulent pas de CDI, cela a toujours existé. Mais depuis la crise Covid, c'est le rapport à l'emploi qui a changé. C'est l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle qui prime. En entretien, la première question est souvent : est-ce qu'il y a possibilité de télétravailler et combien y a-t-il de jours de RTT. »

Comment fait-on face à cette nouvelle approche ?

« On change de regard. D'ailleurs les employeurs se sont vite adaptés, ne serait-ce que par obligation dans une période où l'offre était plus importante que la demande. Aujourd'hui, le rapport de force tend à s'inverser à nouveau. En tant qu'agence d'emploi, cela nous amène à travailler différemment. Notre profession a beaucoup évolué. »

Qu'est-ce qui a changé ?

Comme tous les acteurs de l'emploi, nous sommes attachés à notre rôle sociétal. Cependant notre métier n'est pas bien connu, ou peu connu. Nous regrettons qu'une image de précarité soit encore associée à l'intérim, alors que notre mission consiste à construire des parcours avec les personnes, par le biais de formations notamment. En 2014, le CDI intérimaire a constitué une vraie avancée car autant certaines personnes ne veulent pas de CDI, autant pour d'autres il constitue une vraie reconnaissance. En partenariat avec France Travail, nous nous sommes engagés dans l'opération Du Stade à l'Emploi, nous organisons aussi beaucoup de jobs dating, chose que nous ne faisions pas avant. Nous avons même testé des formules sans CV, et sans connaître les entreprises aussi. C'est riche d'enseignements pour le tout le monde. Je pense que c'est aussi à notre profession de faire changer les codes, à nous, professionnels du recrutement, d'amener les entreprises à travailler différemment. »





TRACE TO ROUTE AVEC AFTRAL

Découvre des métiers passionnants et donne du sens à ton avenir!

CAP Conduite Routière - 1 à 2 ans

CAP Opérateur Logistique - 1 an

BAC Professionnel Mécanique PL - 3 ans

BAC Professionnel Logistique - 2 ans











aftral.com | 😝 🛅 🖸 🎯 🖸 | 0 809 908 908 🎂







AFTRAL Poitiers 94 rue du Porteau





L'info 7 jours sur 7

Réservez dès maintenant votre encart publicitaire dans le prochain numéro



regie@le7.info - 05 49 49 83 98





Méconnu, la profession d'actuaire fait pourtant partie des métiers en tension. L'université de Poitiers est l'une des treize en France à proposer un master actuariat, sur son site de Niort pour garantir l'adéquation entre formation et monde de l'assurance.

Claire Brugier

I n'en existe que treize en France, à Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Montpellier... et Niort. Le master actuariat est aussi rare que le métier d'actuaire est méconnu. Un indice

sur cette mystérieuse profession? Ce n'est pas un hasard si l'université de Poitiers propose ce cursus sur son site niortais. dans le berceau des mutuelles d'assurance. Les actuaires ont en effet pour mission de modéliser les risques, ceux encourus par les assureurs et ceux auxquels sont exposés les assurés. De leurs prévisions dépendent les tarifs fixés par les uns et les cotisations payées par les autres. Leur rôle est donc primordial, de surcroît dans le contexte actuel. « C'est un métier en tension », confirme Marc-Hubert Depret, professeur d'économie à l'université de Poitiers et directeur-adjoint de l'Institut des risques industriels, assurantiels et financiers (Iriaf). Pour preuve, 95% des étudiants en master actuaire -une vingtaine par promotion sur environ 300 demandes- trouvent un emploi dans les six mois suivant l'obtention de leur diplôme, les 5% restants faisant le choix d'une pause. « C'est une formation très professionnalisante. Les trois quarts des étudiants sont en alternance, la moitié des M1 et tous les M2. »

Au cœur de nouveaux enjeux

Une vingtaine d'étudiants pour un métier en tension, c'est peu... « Cela répond à un choix pédagogique. Des groupes réduits permettent de mener des travaux en projets, souvent fournis par les entreprises d'ailleurs, explique le professeur d'économie. Nous privilégions également l'approche par compétences. Il n'y a pas de notes, les étudiants sont évalués à partir de projets tutorés, qui reprennent souvent les fiches de poste d'actuaire proposé par les entreprises. Et la moitié des cours sont assurés par des professionnels du secteur de l'assurance niortais. »

Depuis 1999, année de création de la maîtrise actuariat, devenue master en 2004, le lien entre la formation et le monde professionnel a toujours été étroit, ce qui permet à la formation de s'adapter aux changements, pluriels. « La réglementation évolue beaucoup, surtout les règles prudentielles, sur des pla-

cements comme l'assurance-vie par exemple, détaille Marc-Hubert Depret. Et puis on est entré dans l'ère du big data, avec une masse de données plus importante, qui est aussi une manne pour les étudiants. Le RGPD (ndlr, règlement général sur la protection des données) aussi a changé la donne. » Sans oublier que le monde de l'assurance est au cœur de nouveaux enjeux, majeurs, comme le réchauffement climatique, le risque cyber...

Porté par ce contexte, l'Iriaf développe ses formations. Ainsi ouvriront à la rentrée 2024 un master « sécurité incendie » et deux diplômes d'ingénieur, en gestion des risques et en science de la donnée.



« L'assurance est un secteur d'avenir »

Le monde de l'assurance abrite une kyrielle de métiers différents, dont beaucoup recrutent. Afin de les faire connaître, France Assureurs a organisé des Journées orientation alternance dans plusieurs universités, dont Poitiers.

e métier d'actuaire (lire cidessus) n'est qu'un parmi les près de 140 qui composent le monde de l'assurance, un vaste secteur qui compte en France 252 sociétés, 254 000 emplois dont 154 700 salariés dans des sociétés d'assurance. Chiffre d'affaires : 238,4Mrds€. Dynamique, le secteur recrute en moyenne 15 000 personnes par an dans les sociétés d'assurance,

dont 52,5% ont moins de 30 ans et 60% sont des femmes.

« Les métiers qui recrutent sont ceux d'actuaire, data scientist, juriste, chargé de développement commercial, chargé de projet marketing, chargé d'indemnisation et XU designer (responsable de l'expérience utilisateur), explique Hortense Denis, chargée par France Assureurs d'animer des Journées

orientation formation (JOA) à destination des étudiants de Nouvelle-Aquitaine, comme ce fut le cas fin mars à la faculté de droit de Poitiers. Dans le contexte actuel, de digitalisation, de changement climatique et d'apparition de nouveaux modes de travail, l'assurance est un secteur d'avenir. La digitalisation (simulations, modèles prédictifs, intelligence

artificielle) implique de nouvelles réglementations et donc des juristes ; le changement climatique fait apparaître de nouveaux risques, donc de nouveaux besoins de protection ; enfin le télétravail, à travers les VPN (réseaux privés virtuels), génère de nouveaux besoins en matière de protection de données et de développement digital. »







15, rue du Petit Nieul - 86360 MONTAMISE

ENQUÊTE Télétravail : l'envers du décor



Créé à l'instigation de l'Ugict (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT) en décembre 2022, l'Observatoire du télétravail a publié début décembre les résultats d'une première enquête sur les conséquences du télétravail et du travail hybride. Un formulaire contenant 117 questions a été diffusé du 26 juin au 22 octobre 2023 sur les réseaux sociaux. Parmi les 7 800 réponses reçues, 5 400 étaient exploitables et ont été traitées selon la méthode dite de « calage sur marge ». afin de conférer à l'échantillon les mêmes caractéristiques que la population française.

Il en ressort que la majorité des télétravailleurs sont des télétravailleuses, cadres ou ingénieures, âgées entre 30 et 39 ans. Plus globalement, 82% d'entre eux aspirent à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. « Cependant, la pratique du télétravail rend d'autant plus floue la gestion du temps de travail », peut-on lire sur le site de l'Observatoire, chiffres à l'appui : 55% des répondants à l'enquête disent qu'il n'y a pas de dispositif d'évaluation du temps de travail, 58% déclarent qu'il n'y a pas d'évaluation de leur charge, 35% considèrent que le temps de travail est plus élevé qu'en présentiel. Résultat : un gain de productivité mais un droit à la déconnexion parfois très relatif, y compris en cas de soucis de santé. Pour 31% des personnes interrogées, le télétravail supplée un arrêt maladie.

Du côté des syndicats, on s'interroge également sur un effet collatéral : le télétravail aurait tendance à distendre les liens entre les salariés syndiqués et télétravailleurs. 65% des premiers déclarent ne pas parvenir à garder le contact avec les seconds, peut-être aussi parce que 49% n'ont pas l'autorisation d'utiliser à cet effet les outils de communication de l'entreprise.



Le nombre d'espaces de coworking a explosé après la crise Covid. Associatifs ou privés, en milieu rural ou urbain, thématisés ou non, il en existe de toutes sortes, avec toutefois une tendance générale : moins d'espaces partagés, plus de bureaux privatifs.

Claire Brugier

Encore peu usité il y a quelques années, le terme de coworking – le co-travail en version française- est désormais passé dans le langage courant. Et pour cause ! A ce jour, la France compterait plus de 3 500 espaces du genre. La crise Covid n'y est pas étrangère. Elle a suscité l'essor du télétravail, et par extension celui d'autres formes d'organisations professionnelles.

Le mot coworking recouvre toutefois une réalité plurielle, selon le type de structure, sa vocation, son implantation en milieu urbain ou rural, mais aussi les attentes évolutives des coworkers. « Nous enregistrons une grosse demande pour des bureaux fermés », constate Emilie Guilbert, facilitatrice à Cobalt. La tendance est générale. « L'open space est moins apprécié car tout se fait par téléphone ou en visio. »

Dans le tiers-lieu du centreville de Poitiers, estampillé numérique, la programmation (conférences, afterworks, etc.) reste axée numérique, les coworkers pas nécessairement. « Aujourd'hui, nous avons des professionnels indépendants, dirigeants de PME, créateurs de structures naissantes... » Des salariés aussi, comme Benoît Lochin, responsable contrats pour HubSpot, « en remote depuis 2017 ». « Je travaille à la maison mais j'essaie de venir à Cobalt tous les jeudis, je discute à l'accueil, je prends un café... » François Bouron, lui, se surprend même à parler de « [ses] collègues de Cobalt ». Le directeur de projets chez Smag (logiciels agricoles) a fait du tiers-lieu son espace de vie professionnelle, qu'il rejoint tous les matins à vélo. « Je pense qu'il est important de distinguer domicile et lieu de travail. Ici chacun gère sa journée à son rythme mais il y a plein de moments d'échanges, des métiers différents. »

Réseautage

Les profils sont tout aussi variés à Regus. Ouvert sur la Technopole du Futuroscope depuis plus d'un an, le centre porté par la multinationale IWG affiche un taux d'occupation de 50% avec « tous les types de profils, des entreprises locales, des personnes qui démarrent une activité, de grands groupes..., précise le gérant Jérôme Lacroix. L'idée est de ne plus perdre de temps à aller travailler, ce qui correspond au modèle de « ville du quart d'heure », mais aussi de créer du réseau et de travailler l'image de l'entreprise,

sa crédibilité auprès de clients ou de futurs collaborateurs. » Grands ou petits, les espaces de coworking sont indéniablement des lieux de réseautage. « Notre cible est le B to B », confirme Elodie Poivert, secrétaire de l'association L'Ouvre-Boîtes, à Couhé. Mais en milieu rural ils constituent aussi des oasis de connexion Internet. La pluralité des profils n'en est que plus grande. « La majorité des coworkers sont des salariés locaux dont les entreprises sont éloignées, mais on accueille aussi des personnes qui viennent de s'installer dans la région, d'autres venues visiter des proches en maison de retraite, des vacanciers qui sont heureux de trouver un cadre propice au travail pendant que le reste de la famille s'amuse... » note Mila Weissweiler, de L'Elan, à Montmorillon. « Et puis il y a l'intérêt des langues, complète Vanessa Knivett, autre co-fondatrice du lieu. Actuellement, on y parle français, anglais et allemand. »





Comme plus de 500 000 personnes en France, Ludovic et Nicole continuent d'exercer une activité professionnelle tout en étant retraités. Pour payer ses factures ou simplement s'occuper, des solutions existent pour cumuler emploi et retraite.

Charlotte Cresson

Lui travaille par choix, elle par nécessité. Tous les deux sont ce que les assureurs appellent des « persistants » : des personnes qui cumulent emploi et retraite. Ludovic a bientôt 60 ans et est à la retraite depuis cinq ans. Mais impossible pour cet ancien CRS de rester à la maison. C'est seulement après quelques semaines de farniente qu'il a décidé de reprendre un emploi. « J'ai pris ma retraite assez tôt et je trouve que rester chez soi n'est pas bon pour le moral », confie l'Ayronnais.

Depuis, ce dernier conduit des cars scolaires. « J'ai voulu me rendre utile. Il manque près de 6 000 conducteurs. J'avais prévu de faire ça pendant deux ou trois ans et finalement ça va en faire cinq. » Ludovic n'a pas de difficultés financières particu-

lières. Son revenu, en complément de sa retraite, lui permet de mettre « un peu de beurre dans les épinards ».

La situation de Nicole, 66 ans est bien différente. Après un parcours professionnel en dents de scie, la retraitée de la Poste ne touche que 1 200€ par mois contre 1 800€ en tant que salariée. « La décote est énorme. Quand j'ai fait le calcul de mes dépenses, j'ai réalisé que je devais trouver une solution pour arrondir mes fins de mois. » Aujourd'hui, la retraitée poitevine multiplie les astuces pour rembourser le prêt de sa maison et faire face à ses dépenses. Elle fait notamment de la distribution de journaux, un emploi qui lui permet « *de garder un petit pied dans la société* ».

Règles et dispositifs

Plusieurs solutions existent pour améliorer sa situation de retraité. Le cumul emploi-retraite, par exemple, est un dispositif qui permet de travailler et de profiter des revenus liés à sa nouvelle activité, en plus de sa pension.

Les conditions pour en bénéficier varient. En cas d'obtention d'une pension de retraite à taux plein (âge minimum légal ou nombre de trimestres suffisant), la reprise ou poursuite d'une activité professionnelle est possible à tout moment. Dans le cas contraire, il est obligatoire d'avoir rompu tout lien avec son employeur ou attendre au moins six mois pour reprendre une activité auprès de ce dernier.

La retraite progressive, elle, permet de réduire son activité professionnelle en travaillant à temps partiel tout en touchant une partie de sa retraite. La demande peut se faire deux ans avant l'âge minimum légal de départ. Un dispositif possible depuis septembre 2023 dans le cadre de la réforme des retraites qui suscite, encore aujourd'hui, de nombreux débats.

REPÈRES

SENIORS

Un accord difficile

Après plus de trois mois de négociations et une ultime séance, les partenaires sociaux et le patronat ne sont pas parvenus à trouver de terrain d'entente sur la question de l'emploi des seniors le 10 avril dernier. Ces discussions, amorcées dans le cadre de l'adoption de la réforme des retraites, devaient permettre de concrétiser le « pacte de la vie au travail » et améliorer le taux d'emploi des seniors. Malheureusement le désaccord est quasi-total et les négociations au point mort. De leur côté, les syndicats espé-

raient obtenir l'annulation du départ à 64 ans ou encore un droit à la retraite progressive à partir de 60 ans (contre deux ans à partir de l'âge légal aujourd'hui). Tout cela dans un but : rendre les fins de carrière des salariés plus supportables. Cette proposition de droit à la retraite progressive dès 60 ans a été ignorée par le patro-

nat, qui propose, lui, un contrat « CDI seniors » dans le but d'inciter les entreprises à recruter les plus de 60 ans et à les garder dans leurs rangs jusqu'à leur départ à taux plein. Le hic pour les syndicats ? Ce contrat peut être rompu par l'employeur dès que le salarié a atteint l'âge légal de départ. Les partenaires sociaux

craignent des licenciements empêchant les salariés d'être réembauchés par le même employeur pendant six mois. Cet échec des négociations pourrait conduire le gouvernement à reprendre la main sur les décisions concernant l'assurance-chômage dont la réforme devrait entrer en vigueur à l'automne.



Les écoles des réseaux pour te former et t'accompagner vers les métiers de demain



enedis.fr/nos-missions/ecoles-des-reseaux-pour-la-transition-energetique

Près de chez toi, des lycées professionnels, CFA et entreprises sont partenaires pour te former et t'accompagner vers les emplois en faveur de la transition énergétique.





DIAGNOSTIC & SOLUTION

D&S, est une équipe d'experts disponibles et passionnés. Faites confiance à nos professionnels pour vos réparations et diagnostics.

A chaque problème sa solution pour la maison



Un entretien à réaliser? Une fuite à réparer? Un traitement à appliquer? Demandez votre devis pour une intervention.



Des fissures apparentes sur votre façade? Nos experts déterminent la nature de vos fissures et vous proposent une solution.



Votre charpente est vieillissante ? Vous avez des déperditions énergétiques ? Ensemble faisons le bilan et trouvons les solutions.

OFFRE DE PRINTEMPS

du 15/04/2024 au 15/05/2024

NETTOYAGE ET TRAITEMENT

OFFERTS*!

* Pour toute peinture de facade ou de toiture



REJOIGNEZ-NOUS

TECHNICO- COMMERCIAL(E) B TO B
TECHNICIEN(NE)
TECHNICO- COMMERCIAL(E) B TO C



URGENCE
FAÇADE ET TOITURE
SAV 7J/7
05 49 20 52 44

Ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h30

Suivez-nous sur les réseaux







8, Chemin de la Renaud - 86140 Saint-Genest-d'Ambière www.diagnostic-et-solution.fr



